

F. 81 — 1058

1<sup>er</sup> JUILLET 1981. — Arrêté ministériel fixant les premiers statuts de la Société Nationale pour le Financement des Charbonnages

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 2 avril 1962 constituant une Société Nationale d'Investissement et des Sociétés Régionales d'Investissement, modifiée par la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique et par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment l'article 2<sup>ter</sup>, 3<sup>e</sup> alinéa;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1981, confiant à la Société Nationale d'Investissement une mission dans le sens de l'article 2 paragraphe 3 de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société Nationale d'Investissement et des Sociétés Régionales d'Investissement agréées, notamment l'article 3;

Vu l'avis des Exécutifs régionaux;

Après concertation au sein du Gouvernement et sans préjudice aux adaptations jugées nécessaires par le notaire instrumentant, en dehors des compétences de décisions dévolues au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et des compétences d'avis dévolues aux Exécutifs régionaux,

Arrête :

**Article unique.** La Société Nationale pour le Financement des Charbonnages sera constituée conformément aux statuts annexés au présent arrêté.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 1981.

W. CLAES

S.N.F.C.

STATUTS

TITRE I

Forme juridique. — Dénomination. — Objet. — Siège. — Durée

Article 1<sup>er</sup>. En exécution de l'arrêté royal du 29 juin 1981, par lequel a été donné à la Société Nationale d'Investissement une mission au sens de l'article 2, paragraphe 3, de la loi du deux avril mil neuf cent soixante-deux créant une société nationale d'investissement et des sociétés d'investissement régionales, et en application de l'article 3<sup>sexies</sup>, paragraphe 1, de ladite loi (ci-après dénommée « la loi »), est créée sous forme d'une société anonyme, une société filiale spécialisée de la Société Nationale d'Investissement.

La société est dénommée « Société Nationale pour le Financement des Charbonnages », en abrégé S.N.F.C., en français, et « Nationale Maatschappij voor de Financiering van de Steenkolenmijnen », en abrégé N.M.F.S., en néerlandais. Les dénominations française et néerlandaise et leurs abréviations peuvent être employées conjointement ou séparément.

Art. 2. La société a pour mission de contribuer dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat en matière des mines de houille, à un financement approprié du fonctionnement et des projets d'investissements des sociétés belges du secteur des mines de houille.

A cette fin, elle accordera par ses propres moyens ou en faisant appel aux marchés des capitaux national et international, et conformément aux directives du Ministre des Affaires économiques et du Ministre des Finances, des prêts et des avances aux entreprises du secteur des mines de houille, elle souscrira aux bons de caisse ou obligations, convertibles ou non en actions ou pourvues d'un droit de souscription, qui sont à émettre par ses

N. 81 — 1058

1 JULI 1981. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de eerste statuten van de Nationale Maatschappij voor de Financiering van de Steenkolenmijnen

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen, als gewijzigd door de wet van 30 maart 1976 houdende organisatie van het economisch overheidsinitiatief en door de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikel 2<sup>ter</sup>, 3<sup>e</sup> lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1981, waarbij aan de Nationale Investeringsmaatschappij een opdracht wordt toevertrouwd in de zin van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen, inzonderheid op artikel 3;

Gezien het advies van de Gewestexecutieven;

Na overleg in de Regering en onverminderd de aanpassingen die door de notaris, die de akte opmaakt, noodzakelijk worden geacht buiten de aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken toegekende beslissingsbevoegdheid en de aan de Gewestelijke Executieven toegekende adviesbevoegdheid,

Besluit :

**Enig artikel.** De Nationale Maatschappij voor de Financiering van de Steenkolenmijnen zal worden opgericht overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde statuten.

Brussel, 1 juli 1981.

W. CLAES

N.M.F.S.

STATUTEN

TITEL I

Juridische vorm. — Benaming. — Doel. — Zetel. — Duur

Art. 1. Ter uitvoering van het koninklijk besluit van 29 juni negentienhonderd énéntachtig waarbij aan de Nationale Investeringsmaatschappij een opdracht wordt toevertrouwd in de zin van artikel 2, § 3 van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, en bij toepassing van artikel 3<sup>sexies</sup>, § 1, van voornoemde wet (hierna de « Wet » genoemd), wordt een gespecialiseerde dochtervennootschap van de Nationale Investeringsmaatschappij opgericht onder de vorm van een naamloze vennootschap.

Deze vennootschap heeft als benaming « Nationale Maatschappij voor de Financiering van de Steenkolenmijnen », afgekort N.M.F.S., in het Nederlands, en « Société Nationale pour le Financement des Charbonnages », afgekort S.N.F.C., in het Frans. De Nederlandse en Franse benamingen en verkorte benamingen kunnen afzonderlijk of gezamenlijk worden gebruikt.

Art. 2. De vennootschap heeft tot doel om, in de context van de industriële politiek van de Staat inzake de steenkolenmijnen, bij te dragen tot een doelmatige financiering van de werking en van de investeringsprojecten van de Belgische bedrijven uit de sector der steenkolenmijnen.

Te dien einde zal zij, met aanwending van haar eigen middelen of een beroep op de nationale en internationale kapitaalmarkten, en conform de richtlijnen van de Minister van Economische Zaken en van de Minister van Financiën, leningen en voorschotten toestaan aan de bedrijven uit de sector der steenkolenmijnen, intekenen op door deze bedrijven uit te geven kasbons of obligaties, al dan niet convertiebaar in aandelen of met inschrijvings-

entreprises, elle participera aux augmentations du capital de ces entreprises ou se procurera autrement des participations dans leur capital social ou elle accordera des garanties portant sur les emprunts ou émissions d'obligations de ces entreprises.

Elle gère et pourra reprendre toutes les participations actuelles ou futures des pouvoirs publics dans les entreprises du secteur des mines de houille.

Dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat, la société est chargée de veiller à la stricte observation des contrats de gestion que l'Etat conclura avec les sociétés belges du secteur des mines de houille et avec leurs autres actionnaires.

Afin de rassembler les moyens financiers nécessaires à cet effet, elle peut, conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la loi, émettre des obligations d'une durée minimale de cinq ans et contracter des emprunts. Ces emprunts et émissions d'obligations devront être autorisés par le Ministre des Finances qui en approuvera les conditions. Par application de l'article 3, paragraphe 1, de la loi, et conformément à l'article 7 de l'arrêté royal du 29 juin mil neuf cent quatre-vingt-un, le montant de ces emprunts et émissions d'obligations pourra être supérieur au montant du capital et des réserves de la société. La société pourra placer provisoirement ses fonds disponibles.

Sans préjudice des limites mentionnées ci-avant, la société peut en général, tant en Belgique qu'à l'étranger, faire toutes opérations juridiques, financières et commerciales, mobilières et immobilières, et accomplir tous actes; en ce compris ceux relatifs aux opérations de location-financement qui, directement ou indirectement, sont en relation avec son objet social ou peuvent en favoriser sa réalisation. Elle pourra notamment à cet effet procéder ou prendre part à la constitution d'entreprises sous forme de sociétés commerciales ou de sociétés ayant emprunté la forme commerciale par voie d'apport, cession, fusion, scission ou prendre des intérêts dans de telles entreprises et participer à leur gestion.

Art. 3. Le siège social est établi à Bruxelles, square de Meeûs 23. Il peut, par simple décision du conseil d'administration, être transféré en tout autre lieu de Belgique.

Le conseil d'administration peut également, lorsqu'il le juge utile, ouvrir en Belgique et à l'étranger des bureaux ou agences.

Art. 4. La société est constituée le mil neuf cent quatre-vingt-un, pour la durée maximale autorisée par la loi. Elle peut prendre des engagements pour un terme qui dépasse sa durée.

## TITRE II Capital social. — Actions

Art. 5. Le capital social, fixé à cinq cents millions de francs, est divisé en cinq cent mille actions sans valeur nominale, représentant chacune cinq cent millièmes de l'avoir social.

Comme seule constituante, la Société Nationale d'Investissement souscrit à la totalité des actions.

Toutes les actions sont et resteront nominatives.

Art. 6. Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale, conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, de l'article 37 des présents statuts et aussi longtemps que la Société Nationale d'Investissement sera l'unique actionnaire de la société, de l'article 36 des présents statuts.

Art. 7. Les versements à opérer sur les actions non entièrement libérées sont réclamés par le conseil d'administration lorsqu'il le juge utile ou nécessaire. Le cas échéant, il détermine le montant desdits versements, le mode de paiement et l'échéance et en donne avis par lettre recommandée adressée aux actionnaires intéressés. Cet avis vaut mise en demeure et à défaut de paiement avant ou à l'échéance, il sera dû de plein droit sur le montant réclamé à partir du jour de l'échéance, un intérêt au taux applicable par les grandes banques pour les crédits de caisse.

Aussi longtemps que les versements exigés sur les actions n'auront pas été opérés, l'exercice du droit de vote y afférent sera suspendu. De plus, le conseil d'administration pourra, à

droit, deelnemen aan kapitaalsverhogingen van deze bedrijven of anderszins participaties verkrijgen in hun maatschappelijk kapitaal, of waarborgen verstrekken met betrekking tot leningen of uitgiften van obligaties door deze bedrijven.

Ze beheert alle huidige of toekomstige participaties van de publieke overheden in de bedrijven uit de sector der steenkolenmijnen en zal deze mogen overnemen.

In de context van de industriële politiek van de Staat wordt de vennootschap gelast te waken over de stricte naleving van de beheersovereenkomsten die de Staat zal afsluiten met de Belgische bedrijven uit de sector der steenkolenmijnen en met hun andere aandeelhouders.

Ten einde hiertoe de nodige financiële middelen bijeen te brengen kan zij, zoals bepaald in artikel 3, § 1, van de Wet, obligaties met een minimumduur van vijf jaar uitgeven en leningen aangaan. Deze leningen en uitgaven van obligaties dienen te worden toegestaan door de Minister van Financiën die er de voorwaarden van goedkeurt. Bij toepassing van artikel 3, § 1, van de Wet en overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 29 juni negentienhonderd éénentachtig, mag het bedrag van deze leningen en uitgaven van obligaties hoger zijn dan de som van het kapitaal en reserves van de vennootschap. De vennootschap kan haar beschikbare gelden voorlopig beleggen.

Onverminderd de hierboven aangeduide grenzen kan de vennootschap, in het algemeen, in België en in het buitenland alle juridische, financiële en commerciële, roerende en onroerende verrichtingen doen en handelingen stellen, met inbegrip van operaties van financieringshuur, die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar maatschappelijk doel of de verwezenlijking ervan kunnen bevorderen. Zij kan hiertoe onder meer overgaan tot of deelnemen aan de oprichting van ondernemingen onder de vorm van handelsvennootschappen of vennootschappen met handelsvorm, door inbreng, overdracht, fusie, splitsing of anderszins belangen nemen in dergelijke ondernemingen, en deelnemen in het beheer ervan.

Art. 3. De maatschappelijke zetel van de vennootschap is gevestigd te Brussel, 23, de Meeûssquare. Hij kan door gewone beslissing van de raad van beheer naar om het even welke plaats in België worden verplaatst.

De raad van beheer kan eveneens, waar hij dit van nut acht, bijkantoren of agentschappen openen in België en in het buitenland.

Art. 4. De vennootschap is opgericht op negentienhonderd éénentachtig voor de maximumduur toegestaan door de wet. Zij mag verbintenissen aangaan voor een termijn die haar duur overtreft.

## TITEL II Maatschappelijk kapitaal. — Aandelen

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal bedraagt vijfhonderd miljoen frank en is verdeeld in vijfhonderdduizend aandelen zonder nominale waarde, die elk één vijfhonderdduizendste van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Als enige oprichter tekent de Nationale Investeringsmaatschappij in op de totaliteit der aandelen.

Alle aandelen zijn op naam en zullen op naam blijven.

Art. 6. Het maatschappelijk kapitaal kan verhoogd of verminderd worden door beslissing van de buitengewone algemene vergadering overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, artikel 37 van deze statuten en, zolang de Nationale Investeringsmaatschappij de enige aandeelhouder van de vennootschap is, artikel 36 van deze statuten.

Art. 7. De verdere stortingen op de niet volgestorte aandelen worden door de raad van beheer opgevraagd wanneer hij dit nuttig of noodzakelijk acht. In voorkomend geval bepaalt hij het bedrag van bedoelde stortingen, de wijze van betaling en de vervaldag, en stuurt hiervan bij aangetekende brief bericht aan de betrokken aandeelhouders. Dit bericht geldt als ingebrekestelling en, bij gebreke van betaling voor of op de vervaldag, is op het betrokken bedrag vanaf de vervaldag van rechtswege interest verschuldigd tegen de basisrentevoet door de grote banken toegepast voor kaskredieten.

Zolang de aldus opeisbare stortingen op aandelen niet zijn gedaan, wordt de uitoefening van het daaraan verbonden stemrecht geschorst. Bovendien kan de raad van beheer, bij gebreke

défaut de paiement dans les trente jours suivant une deuxième mise en demeure par lettre recommandée, faire vendre au profit de la société les actions concernées et ce, en tenant compte de légalité entre actionnaires et de l'article 8 des statuts. Le produit net de la vente est imputé d'abord sur les intérêts et ensuite sur le principal du montant dû, sans préjudice au droit de la société sur le montant restant encore dû et éventuellement aux dommages et intérêts.

Tout montant exigé ou versé est imputé proportionnellement sur le montant à payer sur toutes les actions non entièrement libérées de l'actionnaire intéressé.

Art. 8. Tout actionnaire qui a l'intention de céder des actions en propriété devra préalablement aviser le Ministre des Affaires économiques par lettre recommandée en précisant le nombre d'actions à transférer, l'identité du candidat cessionnaire et le prix ou la valeur offerte par ce dernier. L'actionnaire devra à la demande du Ministre justifier la réalité de l'offre.

Le Ministre a alors l'option de désigner son ou ses propres candidats cessionnaires auxquels les actions concernées seront offertes par préférence aux mêmes conditions. Il peut faire usage de cette option en adressant avis à l'actionnaire concerné dans les trente jours suivant la date du cachet de la poste de la lettre visée au premier alinéa du présent article.

Le cas échéant, si la cession proposée ne se réalise pas contre espèces, le prix des actions concernées sera déterminé de commun accord et à défaut d'accord par un expert désigné par le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles, à la requête de la partie la plus diligente.

Cet article est également d'application pour les cessions d'actions par voie d'échange, donation ou apport en société, ainsi qu'en cas de fusion, absorption, scission ou partage ensuite de dissolution de sociétés.

Art. 9. La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action en ce qui concerne l'exercice des droits y afférents. Si une action fait l'objet de copropriété, usufruit ou gage, le conseil d'administration peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant propriétaire de l'action à l'égard de la société.

### TITRE III

#### Administration. — Représentation. — Surveillance

Art. 10. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un nombre impair d'administrateurs, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus et rééligibles. Le nombre d'administrateurs ne peut être supérieur à treize (13).

L'assemblée générale choisit les administrateurs sur une liste de candidats présentée par le Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Affaires économiques et après avoir recueilli l'avis des exécutifs régionaux.

Art. 11. Le mandat des administrateurs sortants et non réélus prend fin immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé aux nouvelles nominations.

Un administrateur démissionnaire est tenu de poursuivre son mandat jusqu'à ce qu'il puisse être pourvu raisonnablement à son remplacement.

Lorsqu'une ou plusieurs places d'administrateur deviennent vacantes par suite de décès, démission ou pour toute autre raison, les administrateurs restants et les commissaires réunis peuvent pourvoir provisoirement à la ou aux vacances, étant entendu que le ou les administrateurs qui les remplaceront seront choisis sur une liste de candidats présentée par le Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Affaires économiques et après avoir recueilli l'avis des exécutifs régionaux. Dans ce cas, l'assemblée générale pourvoira à la nomination définitive conformément à l'article 10 des présents statuts lors de sa prochaine réunion.

Art. 12. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président et, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents.

La parité linguistique doit être respectée au sein du conseil d'administration, le président n'entrant pas en ligne de compte pour la détermination de cette parité.

van betaling binnen de dertig dagen volgend op een tweede ingebrekestelling bij aangetekende brief, de betrokken aandelen ten voordele van de vennootschap doen verkopen, dit met inachtneming van de gelijkheid tussen aandeelhouders en artikel 8 van deze statuten. De netto-opbrengst van de verkoop wordt eerst op de interesten en vervolgens op de hoofdsom van het verschuldigde bedrag toegerekend, onverminderd elke aanspraak van de vennootschap op het gebeurlijk tekort en desgevallend op schadevergoeding.

Elke opgevraagde of gedane storting wordt naar evenredigheid toegekend op het af te betalen bedrag op alle niet volgestorte aandelen van de betrokken aandeelhouder.

Art. 8. Iedere aandeelhouder die voornemens is aandelen in eigendom over te dragen, zal hiervan vooraf bij aangetekende brief bericht sturen aan de Minister van Economische Zaken, met nauwkeurige aanduiding van het aantal over te dragen aandelen, de identiteit van de kandidaat-overnemer en de door deze laatste aangeboden prijs of waarde. De aandeelhouder zal op verzoek van de Minister de werkelijkheid van het aanbod rechtvaardigen.

De Minister heeft alsdan de optie om een eigen kandidaat-overnemer of -overnemers aan te wijzen aan wie de betrokken aandelen tegen dezelfde voorwaarden bij voorrang zullen worden aangeboden. Hij kan van deze optie gebruik maken door hiervan aan de betrokken aandeelhouder bericht te sturen binnen de dertig dagen volgend op de datum van het poststempel van de in het eerste lid van dit artikel bedoelde brief.

In voorkomend geval, indien de voorgenomen overdracht niet voor geld zou gebeuren, zal de prijs van de betrokken aandelen in gemeen overleg worden vastgesteld en, bij gebreke van akkoord, door een deskundige aangewezen door de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Brussel op verzoek van de meest gerede partij.

Dit artikel is eveneens van toepassing op overdracht van aandelen bij wijze van ruil, schenking of inbreng in vennootschap en in de context van fusie, opslorping, splitsing of verdeling ingevolge ontbinding van vennootschappen.

Art. 9. Wat de uitoefening van de aan de aandelen verbonden rechten betreft, erkent de vennootschap slechts één eigenaar per aandeel. Indien een aandeel het voorwerp uitmaakt van medeïgendom, vruchtgebruik of pand, kan de raad van beheer de uitoefening van de eraan verbonden rechten schorsen totdat één enkele persoon ten aanzien van de vennootschap als eigenaar van het aandeel is aangewezen.

### TITEL III

#### Bestuur. — Vertegenwoordiging. — Toezicht

Art. 10. De vennootschap wordt beheerd door een raad van beheer bestaande uit een onpaar aantal beheerders, al dan niet aandeelhouders, benoemd voor ten hoogste zes jaar en herkiezbaar. Het aantal beheerders kan niet hoger zijn dan dertien (13).

De algemene vergadering kiest de beheerders uit een lijst van kandidaten voorgedragen door de Ministerraad, op voorstel van de Minister van Economische Zaken en na advies van de Gewestexecutieven.

Art. 11. Het mandaat van de uitredende en niet herkozen beheerders eindigt onmiddellijk na afloop van de algemene vergadering die nieuwe benoemingen heeft gedaan.

Een ontslagnemend beheerder is verplicht zijn opdracht verder te vervullen totdat redelijkerwijze in zijn vervanging kan worden voorzien.

Wanneer één of meer plaatsen van beheerder vacant worden wegens overlijden, ontslag of om enige andere reden, kunnen de overblijvende beheerders en de commissarissen samen voorlopig in de vacature of vacatures voorzien, met dien verstande dat de vervangende beheerder of beheerders worden gekozen uit een lijst van kandidaten voorgedragen door de Ministerraad, op voorstel van de Minister van Economische Zaken en na advies van de Gewestexecutieven. In dit geval zal de algemene vergadering op haar eerstvolgende bijeenkomst de definitieve benoeming doen overeenkomstig artikel 10 van deze statuten.

Art. 12. De raad van beheer kiest uit zijn midden een voorzitter en, zo hij het nuttig acht, één of meer ondervoorzitters.

Wat de samenstelling van de raad van beheer betreft dient de taalpariteit te worden in acht genomen, dit met uitzondering van de voorzitter.

Art. 13. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent, sur convocation du président ou en cas d'empêchement, d'un vice-président ou du plus âgé des administrateurs.

Les convocations se font par lettre, télégramme ou par télex. Dans tous les cas, l'administrateur présent ou représenté à la réunion sera censé avoir été régulièrement convoqué.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Elles sont présidées par le président ou en cas d'empêchement par un vice-président ou par un administrateur désigné par ses collègues.

Art. 14. Chaque administrateur peut, par lettre, télégramme ou télex, donner procuration à un autre administrateur pour le représenter à la réunion et y voter en son lieu et place. Cependant, un administrateur ne peut ainsi représenter qu'un seul de ses collègues.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée à la réunion.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple de voix émises. Il n'est pas tenu compte des abstentions. En cas d'égalité de votes, la voix du président ou de l'administrateur qui préside la réunion à sa place est prépondérante.

Art. 15. Les résolutions du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont inscrits ou repris dans un registre à ce destiné, lequel est conservé au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par au moins deux administrateurs. Les copies ou extraits, y compris ceux destinés à la publication à l'annexe au *Moniteur belge* sont signés par deux administrateurs.

Art. 16. Indépendamment du remboursement de leurs frais, l'assemblée générale peut attribuer aux administrateurs des rémunérations fixes ou variables à charge des frais généraux de la société.

Art. 17. Le conseil d'administration a le pouvoir, dans le cadre des présents statuts, de prendre des décisions et d'accomplir tous les actes qui intéressent la société, à l'exception de ceux réservés à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts.

Art. 18. Le conseil d'administration peut, sans préjudice à l'article trente-sept des présents statuts, constituer un bureau dont il détermine la composition et la compétence et en règle le fonctionnement. A cet effet, le conseil d'administration peut attribuer au bureau les pouvoirs nécessaires à l'exception de ceux réservés par la loi au conseil d'administration, à l'effet de permettre audit bureau, dans le cadre de la politique générale déterminée par le conseil d'administration et sous son contrôle effectif, de réaliser les décisions du conseil d'administration et d'assurer efficacement la gestion de la société.

Le conseil d'administration ou le cas échéant, le bureau, si cette compétence lui a été transférée, peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à une personne qu'elle soit ou non actionnaire ou administrateur, ou à plusieurs personnes, qu'elles soient ou non actionnaires ou administrateurs, agissant deux à deux.

Le conseil d'administration peut également, aux conditions qu'il détermine, confier des tâches administratives spécifiques à une ou plusieurs personnes qu'elles soient ou non actionnaires ou administrateurs.

Dans les limites de leur compétence respective, le conseil d'administration, la ou les personnes auxquelles la gestion journalière des affaires de la société a été confiée et, le cas échéant, le bureau, peuvent conférer des pouvoirs spéciaux et déterminés à une ou plusieurs personnes qu'elles soient ou non actionnaires ou administrateurs.

La parité linguistique doit être respectée au sein du bureau, le président n'entrant pas en ligne de compte pour la détermination de cette parité.

Art. 13. De raad van beheer komt bijeen zo dikwijls de belang van de vennootschap dat vereisen en telkens ten minste twee beheerders erom vragen, op uitnodiging van de voorzitter of, bij diens belet, van een ondervoorzitter of van de oudste beheerder.

De uitnodiging gebeurt bij brief, telegram of bij telex. Hoe dan ook, de beheerder die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is, wordt geacht regelmatig te zijn uitgenodigd.

De vergaderingen van de raad van beheer gaan door op de maatschappelijke zetel van de vennootschap of op iedere andere plaats vermeld in de uitnodiging.

Zij worden voorgezeten door de voorzitter of, bij diens belet, door een ondervoorzitter of een daartoe door zijn collega's aangeduid beheerder.

Art. 14. Iedere beheerder kan bij brief, telegram of telex aan een ander beheerder volmacht geven om hem op de vergadering te vertegenwoordigen en er in zijn plaats te stemmen. Evenwel mag een beheerder slechts één ander beheerder vertegenwoordigen.

De raad van beheer kan slechts geldig beraadslagen en beslissingen nemen indien de meerderheid van zijn leden ter vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

De beslissingen van de raad van beheer worden genomen bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Onthoudingen worden niet meegerekend. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van de beheerder die in zijn plaats de vergadering voorziet, doorslaggevend.

Art. 15. De beslissingen van de raad van beheer worden in notulen opgeschreven. Deze notulen worden geschreven of opgenomen in een daartoe bestemd register, dat ten maatschappelijke zetel van de vennootschap wordt bewaard.

De notulen worden ondertekend door ten minste twee beheerders. Alle afschriften of uittreksels, met inbegrip van die voor publikatie in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, worden ondertekend door twee beheerders.

Art. 16. Benevens de vergoeding van hun kosten kan de algemene vergadering aan beheerders vaste of veranderlijke bezoldigingen toekennen ten laste van de algemene kosten van de vennootschap.

Art. 17. De raad van beheer is bevoegd om, met inachtneming van deze statuten, alle beslissingen te nemen en handelingen te stellen die de vennootschap aanbelangen, met uitzondering van die welke de wet of deze statuten aan de algemene vergadering voorbehouden.

Art. 18. De raad van beheer kan, met inachtneming van artikel 37 van deze statuten, een bureau samenstellen, er de samenstelling en bevoegdheden van bepalen en er de werking van regelen. In dit verband kan de raad van beheer aan het bureau de nodige bevoegdheden overdragen, met uitzondering van die welke de wet aan de raad van beheer voorbehoudt, ten einde het bureau toe te laten om, binnen het door de raad van beheer bepaald algemeen beleid en onder zijn daadwerkelijk toezicht, de beslissingen van de raad van beheer uit te voeren en doelmatig het bestuur van de vennootschap te verzekeren.

De raad van beheer of, in voorkomend geval, het bureau, indien het deze bevoegdheid werd overgedragen, mag het dagelijks bestuur van de zaken van de vennootschap, alsook de vertegenwoordiging van de vennootschap wat dat bestuur aangaat, opdragen aan één persoon, al dan niet aandeelhouder of beheerder, of aan meer personen, al dan niet aandeelhouders of beheerders, die twee aan twee optreden.

De raad van beheer kan eveneens, onder de voorwaarden die hij bepaalt, specifieke bestuurstaken toevertrouwen aan één of meer personen, al dan niet aandeelhouders of beheerders.

Binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden kunnen de raad van beheer, de persoon of personen aan wie het dagelijks bestuur van de zaken van de vennootschap is opgedragen, en, in voorkomend geval, het bureau bijzondere en bepaalde bevoegdheden overdragen aan één of meer personen, al dan niet aandeelhouders of beheerders.

Wat de samenstelling van het bureau betreft dient de taalpariteit te worden in acht genomen, dit met uitzondering van de voorzitter.

Art. 19. Indépendamment du remboursement de leurs frais, le conseil d'administration peut attribuer aux personnes qui, conformément à l'article 18 des présents statuts, sont chargées de fonctions ou missions spéciales, des rémunérations fixes ou variables à charge des frais généraux de la société.

Art. 20. Le conseil d'administration ou le cas échéant le bureau, pour autant que cette compétence lui ait été attribuée, désigne la ou les personnes responsables qui représentent la société au conseil de coordination prévu à l'article 2<sup>quater</sup> de la loi.

Art. 21. Sans préjudice des pouvoirs de représentation générale du conseil d'administration en tant que collège, la société est représentée dans les actes y compris ceux auxquels un officier public intervient et en justice, tant en demandant qu'en défendant :

— soit par deux administrateurs agissant conjointement;

— soit, dans les limites de la gestion journalière de la société, par la ou les personnes auxquelles la gestion journalière a été conférée, qui agiront deux à deux conjointement si elles sont plusieurs.

De plus, la société est valablement représentée par des mandataires spéciaux dans les limites de leur mandat.

Cependant, les émissions d'obligations par la société ainsi que des emprunts qu'elle pourrait contracter devront, conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la loi, être autorisés par le Ministre des Finances qui en approuvera les conditions.

Art. 22. La surveillance de la société est exercée par deux commissaires dont un au moins aura la qualité de commissaire-réviseur, tel que précisé à l'article 64bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Les commissaires sont nommés pour six ans au plus et en ce qui concerne le ou les commissaires-réviseurs pour trois ans au moins. Ils sont rééligibles.

L'assemblée générale choisit deux commissaires parmi les candidats présentés respectivement par le Ministre des Affaires Economiques et par le Ministre des Finances et détermine leur rémunération, conformément à l'article 64ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le mandat des commissaires sortants non réélus prend fin immédiatement après l'assemblée générale, qui pourvoit aux nouvelles nominations.

Si une place de commissaire devient vacante, par suite de décès, démission ou pour toute autre raison, le conseil d'administration sera tenu de convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir à la vacance, conformément au deuxième alinéa du présent article.

Art. 23. Il est affecté par ou pour chaque administrateur et par ou pour le commissaire qui n'a pas qualité de commissaire-réviseur cinq actions à la garantie de l'exercice de son mandat.

Mention de cette affectation est faite par ou au nom du propriétaire des actions dans le registre des actions. Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire concerné, le nom du propriétaire est porté à la connaissance de la première réunion suivante de l'assemblée générale.

#### TITRE IV. — Assemblée générale

Art. 24. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société se réunit chaque année, le premier lundi du mois de mai ou, si ce jour est un jour férié légal, le jour ouvrable suivant, à quinze heures.

Des assemblées générales extraordinaires peuvent être réunies aussi souvent que le conseil d'administration, un commissaire-réviseur ou un commissaire le juge utile et chaque fois qu'un ou plusieurs actionnaires, représentant seul ou ensemble un cinquième du capital social, le demandent.

Art. 25. Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires se tiennent au siège social ou à tout autre endroit à Bruxelles mentionné dans les convocations.

Art. 26. Les convocations sont faites par le conseil d'administration, par un commissaire-réviseur ou par un commissaire, dans les formes et délais prescrits par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. En tout cas, l'actionnaire présent ou représenté à l'assemblée sera censé avoir été régulièrement convoqué.

Art. 19. Bovendien de vergoeding van hun kosten kan de raad van beheer aan personen die overeenkomstig artikel 18 van deze statuten met bijzondere functies of opdrachten zijn belast, vaste of veranderlijke bezoldigingen toekennen ten laste van de algemene kosten van de vennootschap.

Art. 20. De raad van beheer of, in voorkomend geval, het bureau, indien het deze bevoegdheid werd overgedragen, duidt de verantwoordelijke beleidspersoon of personen aan die de vennootschap vertegenwoordigen in de in artikel 2<sup>quater</sup> van de Wet bedoelde Coördinatieraad.

Art. 21. Onverminderd de algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van beheer als college, wordt de vennootschap in de handelingen, met inbegrip van die waarin openbare ambtenaren tussenkomen, en in rechte, als eiseres of verweerster, vertegenwoordigd :

— hetzij door twee beheerders die gezamenlijk optreden;

— hetzij, binnen de grenzen van het dagelijks bestuur van de zaken van de vennootschap, door de persoon of personen aan wie het dagelijks bestuur is opgedragen, die, indien er meer zijn, twee aan twee optreden.

Bovendien wordt de vennootschap geldig vertegenwoordigd door bijzondere mandatarissen binnen de grenzen van hun mandaat.

Evenwel dienen, overeenkomstig artikel 3, § 1, van de Wet, de uitgiften van obligaties door de vennootschap en de door haar aan te gane leningen te worden toegestaan door de Minister van Financiën die er de voorwaarden van goedkeurt.

Art. 22. Het toezicht over de vennootschap wordt uitgeoefend door twee commissarissen, waarvan ten minste één de hoedanigheid heeft van commissaris-revisor als bedoeld in artikel 64bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. De commissarissen worden benoemd voor ten hoogste zes jaar en, wat de commissaris(sen)-revisor(en) betreft, ten minste drie jaar. Zij zijn herkiesbaar.

De algemene vergadering kiest de twee commissarissen uit kandidaten respectievelijk voorgedragen door de Minister van Economische Zaken en door de Minister van Financiën, en bepaalt hun vergoedingen met inachtneming van artikel 64ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Het mandaat van de uittreedende en niet herkozen commissarissen eindigt onmiddellijk na afloop van de algemene vergadering die nieuwe benoemingen heeft gedaan.

Wanneer een plaats van commissaris vacant wordt wegens overlijden, ontslag of om enige andere reden, zal de raad van beheer onmiddellijk de algemene vergadering bijeenroepen, die in de vacature zal voorzien overeenkomstig het tweede lid van dit artikel.

Art. 23. Door of voor iedere beheerder en door of voor de commissaris die niet de hoedanigheid heeft van commissaris-revisor moeten vijf aandelen van de vennootschap bij voorrecht worden verbonden tot waarborg van de uitoefening van zijn mandaat.

Van deze borgtocht wordt door of namens de eigenaar van de aandelen melding gemaakt in het register der aandelen. Indien de aandelen niet aan de betrokken beheerder of commissaris toebehoren, wordt de naam van de eigenaar bekendgemaakt op de eerstvolgende bijeenkomst van de algemene vergadering.

#### TITEL IV. — Algemene vergadering

Art. 24. De gewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de vennootschap wordt ieder jaar gehouden op de eerste maandag van de maand mei of, indien deze dag een wettelijke feestdag is, op de eerstvolgende werkdag, om 15 uur.

Buitengewone algemene vergaderingen worden bijeengeroepen zo dikwijls de raad van beheer, een commissaris-revisor of commissaris dat nodig acht, en telkens één of meer aandeelhouders die alleen of samen één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, erom vragen.

Art. 25. De gewone en buitengewone vergaderingen gaan door op de maatschappelijke zetel van de vennootschap of op iedere andere plaats in Brussel vermeld in de oproepingen.

Art. 26. De oproepingen gaan uit van de raad van beheer, een commissaris-revisor of commissaris, en worden gedaan in de vorm en binnen de termijn voorgeschreven door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Hoe dan ook, de aandeelhouder die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is, wordt geacht regelmatig te zijn opgeroepen.

Art. 27. Chaque actionnaire peut, par lettre, télégramme ou télex, donner procuration à une personne, actionnaire ou non, pour le représenter à l'assemblée et y voter en son lieu et place.

Le cessionnaire d'action peut assister à l'assemblée ou s'y faire représenter même si la cession des actions est intervenue après la convocation.

Art. 28. Les assemblées générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou en cas d'empêchement par un vice-président du conseil d'administration ou par un administrateur désigné par ses collègues.

Le président constitue le bureau. Le bureau décide à la majorité des voix sur tous les cas relatifs à la participation à l'assemblée et aux modes de délibération et de vote. En cas d'égalité de votes, la voix du président est prépondérante.

Art. 29. Sauf si la loi prescrit un quorum spécial de présence ou de vote, l'assemblée générale peut délibérer et statuer valablement quel que soit le nombre d'actions réunies à l'assemblée, et ses décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées, sans tenir compte des abstentions.

Art. 30. Sans préjudice à l'article 79, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le conseil d'administration peut, avant la clôture des débats, proroger toute assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, quels que soient les points figurant à l'ordre du jour, une seule fois, et à trois semaines au maximum.

La prorogation annule toutes les décisions prises à l'exception de celles désignées par décision unanime des actionnaires présents et représentés et du conseil d'administration.

Le cas échéant, le conseil d'administration convoque la nouvelle assemblée avec le même ordre du jour, laquelle pourra délibérer définitivement sur les points de cet ordre du jour. Les procurations éventuelles pour la première assemblée restent valables pour la seconde.

Art. 31. Les procès-verbaux des assemblées générales sont inscrits ou consignés dans un registre à ce destiné, qui est conservé au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits, y compris ceux destinés à la publication à l'annexe au *Moniteur Belge*, sont signés par deux administrateurs.

#### TITRE V

##### Exercice social. — Inventaires. — Comptes annuels Répartition du bénéfice

Art. 32. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois au trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-un, il est dressé par les soins du conseil d'administration un inventaire complet des avoirs et obligations et engagements de toute nature relatifs à son activité et des moyens propres qui y sont affectés.

Cet inventaire sera suivi d'un rapport détaillé commentant l'inventaire, les activités de la société, les opérations financières qu'elle a réalisées, ainsi que l'exercice de sa mission de contrôle de la stricte observation des contrats de gestion conclus entre l'Etat et les sociétés belges du secteur des mines de houille et leurs autres actionnaires.

Art. 27. Iedere aandeelhouder kan bij brief, telegram of telex aan een persoon, al dan niet aandeelhouder, volmacht geven om hem op de vergadering te vertegenwoordigen en er in zijn plaats te stemmen.

De overnemer van aandelen mag de vergadering bijwonen of er zich laten vertegenwoordigen zelfs indien de overdracht van de aandelen na de oproeping is gebeurd.

Art. 28. De algemene vergaderingen worden voorgezeten door de voorzitter van de raad van beheer of, bij diens belet, door een ondervoorzitter van de raad van beheer of een daartoe door zijn collega's aangeduid beheerder.

De voorzitter stelt het bureau samen. Het bureau beslist bij meerderheid van stemmen over alle aangelegenheden betreffende deelneming aan de vergadering en de wijze van beraadslagen en stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 29. Behalve in de gevallen waar de wet een bijzonder aanwezigheids- of beslissingsquorum voorschrijft, kan de algemene vergadering geldig beraadslagen en beslissingen nemen wat ook het aantal aandelen zij die ter vergadering zijn vertegenwoordigd, en worden de beslissingen genomen bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen, onthoudingen niet meegerekend.

Art. 30. Onverminderd artikel 79, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, kan de raad van beheer, voor de sluiting van de debatten, iedere gewone of buitengewone algemene vergadering, wat ook de punten van de dagorde zijn, eenmaal en voor ten hoogste drie weken verdagen.

De verdaging maakt alle genomen beslissingen ongeldig, met uitzondering van die aangeduid bij eenparige beslissing van de aanwezige en vertegenwoordigde aandeelhouders en de raad van beheer.

In voorkomend geval roept de raad van beheer een nieuwe algemene vergadering bijeen met dezelfde dagorde, welke dan definitief beraadslaat over de punten van die dagorde. De eventuele volmachten voor de eerste vergadering blijven geldig voor de tweede vergadering.

Art. 31. De notulen van de algemene vergaderingen worden geschreven of opgenomen in een daartoe bestemd register, dat ten maatschappelijke zetel van de vennootschap wordt bewaard.

De notulen worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aandeelhouders die erom vragen. Alle afschriften of uittreksels, met inbegrip van die voor publikatie in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, worden ondertekend door twee beheerders.

#### TITEL V

##### Boekjaar. — Inventaris. — Jaarrekening Bestemming van de winst

Art. 32. Het boekjaar van de vennootschap begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Op éénendertig december van ieder jaar en voor het eerst op éénendertig december negentienhonderd éénentachtig wordt door de raad van beheer een volledige inventaris opgemaakt van het vermogen en de rechten der vennootschap, van haar schulden, verbintenissen en verplichtingen die verband houden met haar activiteit alsmede van de eigen middelen die er toe worden aangewend.

Beoefde inventaris zal gevolgd worden door een gedetailleerd verslag, houdende een toelichting bij de inventaris, de werkzaamheden der vennootschap, de door haar verwezenlijkte financiële operaties alsmede de uitoefening van haar opdracht ter controle van de nauwgezette naleving der beheerscontracten welke tussen de Staat en de Belgische vennootschappen uit de sector der steenkolenmijnen en hun andere aandeelhouders werden afgesloten.

Les opérations qui ont été réalisées par la société en exécution des missions prévues à l'article 2, paragraphe 3, de la loi, sont présentées séparément dans ses comptes.

Art. 33. En tenant compte de la dotation prévue pour la réserve légale, telle qu'elle est déterminée à l'article 77, quatrième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, et sous réserve de l'article 3, paragraphe 2, dernier alinéa, de la loi, l'assemblée générale décide de l'affectation du bénéfice net de la société.

Art. 34. Le paiement des dividendes éventuels a lieu aux périodes et endroits déterminés par le conseil d'administration.

#### TITRE VI Dissolution et liquidation

Art. 35. En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale détermine le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération.

#### TITRE VII Dispositions particulières

Art. 36. Par application de l'article 3sexies, paragraphe 2, de la loi, aussi longtemps que la Société Nationale d'Investissement sera la seule actionnaire de la société :

a) Les articles 57 à 59 et 69 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et l'article 23 des présents statuts, relatifs au cautionnement des administrateurs et commissaires ne sont pas d'application.

b) le conseil d'administration de la Société Nationale d'Investissement exerce, conformément aux statuts, les pouvoirs de l'assemblée générale de la société et les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux quorums de présence et de vote de l'assemblée générale sont d'application pour les décisions concernées du conseil d'administration de la Société Nationale d'Investissement;

c) les convocations, documents et rapports qui, conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont destinés aux actionnaires en vue des délibérations de l'assemblée générale sont soumis dans les délais prévus par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales pour leur envoi, leur communication ou leur dépôt, aux Ministres des Finances et des Affaires Economiques et déposés au Greffe du Tribunal de Commerce du siège de la société, où tout intéressé pourra en prendre connaissance. Les décisions de l'assemblée générale sont adressées et déposées de la même manière.

Art. 37. Par application de l'article 2ter, troisième alinéa, de la loi, la composition du conseil d'administration et le cas échéant, la composition et la compétence du bureau, les modifications y apportées ainsi que les modifications aux statuts, feront l'objet d'une décision du Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Affaires Economiques prise après avoir recueilli l'avis des Exécutifs régionaux.

Vu pour être joint à l'arrêté ministériel du premier juillet mil neuf cent quatre-vingt-un.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Economiques,

W. CLAES

De operaties die door de vennootschap werden verricht ter uitvoering van de in artikel 2, § 3, van de wet bedoelde opdrachten, worden op onderscheiden wijze voorgesteld in haar rekeningen.

Art. 33. Met inachtneming van de verplichte dotatie voor de wettelijke reserve, als bepaald in artikel 77, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, en onder voorbehoud van artikel 3, § 2, laatste lid, van de wet, beslist de algemene vergadering vrij over de bestemming van de nettowinst van de vennootschap.

Art. 34. De uitbetaling van de eventuele dividendes gebeurt op het tijdstip en de plaats vastgesteld door de raad van beheer.

#### TITEL VI Ontbinding, vereffening

Art. 35. In geval van ontbinding van de vennootschap bepaalt de algemene vergadering de wijze van vereffening en benoemt zij één of meer vereffenaars, waarvan zij de bevoegdheden en bezoldiging vaststelt.

#### TITEL VII Bijzondere bepalingen

Art. 36. Bij toepassing van artikel 3sexies, § 2, van de wet, zolang de Nationale Investeringsmaatschappij de enige aandeelhouder van de vennootschap is :

a) zijn de artikelen 57 tot 59 en 69 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en artikel 23 van deze statuten betreffende de borgtocht van de beheerders en commissarissen niet van toepassing;

b) oefent de raad van beheer van de Nationale Investeringsmaatschappij, met inachtneming van deze statuten, de bevoegdheden uit van de algemene vergadering van de vennootschap, en zijn de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen betreffende de aanwezigheids- en beslissingsquorums van de algemene vergadering alsdan van toepassing op de betrokken beraadslagingen van de raad van beheer van de Nationale Investeringsmaatschappij;

c) worden de oproepingen, documenten en verslagen die, krachtens de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voor de aandeelhouders zijn bestemd met het oog op de beraadslagingen van de algemene vergadering, binnen de termijn die door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is bepaald voor het versturen, het meedelen of het neerleggen ervan, voorgelegd aan de Ministers van Financiën en van Economische Zaken en neergelegd bij de griffie van de rechtbank van koophandel van de zetel van de vennootschap, waar elke belanghebbende er kennis zal kunnen van nemen; en worden de beslissingen van de algemene vergadering op dezelfde manier verstuurd en neergelegd.

Art. 37. Bij toepassing van artikel 2ter, derde lid, van de wet, zullen de samenstelling van de raad van beheer en, in voorkomend geval, de samenstelling en de bevoegdheid van het bureau, de wijzigingen daaraan, alsook de wijzigingen in deze statuten het voorwerp uitmaken van een beslissing door de Ministerraad, op voorstel van de Minister van Economische Zaken en na advies van de Gewestexecutieven.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van één juli negentienhonderd eenentachtig.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken,

W. CLAES